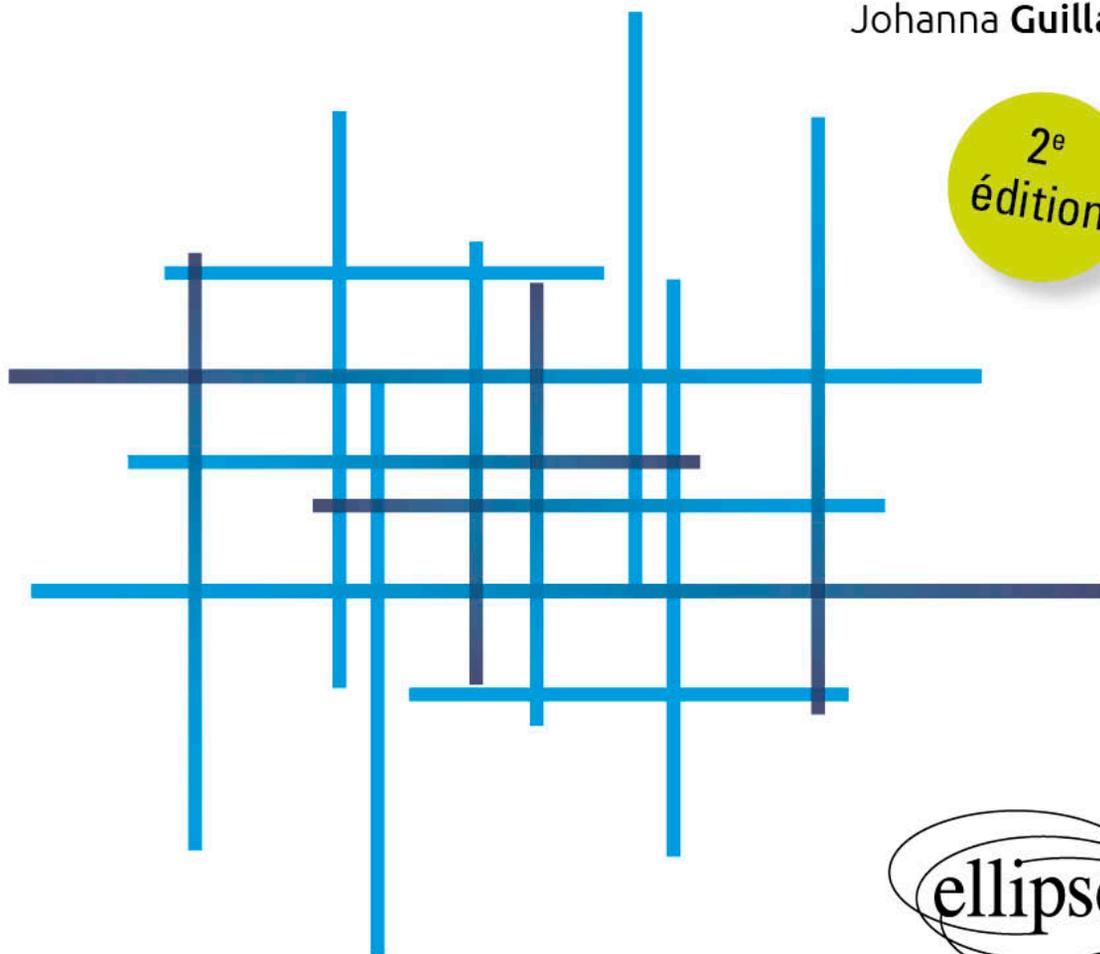


LE DROIT EN FICHES ET EN TABLEAUX

# Le droit international privé

Johanna Guillaumé

2<sup>e</sup>  
édition



ellipses

# Table des matières

Sommaire .....	VII
Table des abréviations .....	IX
Introduction .....	XI
I. L'objet du droit international privé .....	12
A. L'élément d'extranéité, condition de l'existence des conflits de lois et de juridictions .....	12
B. Les questions soulevées par le conflit de lois et le conflit de juridictions .....	14
C. L'influence du conflit de juridictions sur le conflit de lois .....	16
II. L'évolution du droit international privé .....	18
A. L'évolution des méthodes .....	18
B. L'évolution des conceptions .....	22
C. L'évolution des sources .....	24
1. Les sources internes .....	24
a. L'essor des lois spéciales .....	24
b. Le projet de code de droit international privé français .....	26
2. Les sources supranationales .....	28
a. Les conventions internationales .....	28
b. Le droit de l'Union européenne .....	30
c. Les sources privées : la <i>lex mercatoria</i> .....	32
D. L'évolution des objectifs .....	34
<b>Partie 1 : Le conflit de lois .....</b>	<b>37</b>
Titre 1. La méthode conflictuelle .....	38
Chapitre 1. Les caractéristiques de la règle de conflit de lois .....	38
Section 1. La règle de conflit de lois bilatérale .....	38
I. La règle de conflit de lois bilatérale classique .....	38
II. Les évolutions de la règle de conflit de lois bilatérale .....	40
A. Le principe de proximité .....	40
B. Le principe de faveur .....	42
Section 2. La règle de conflit de lois unilatérale .....	44
Chapitre 2. La mise en œuvre de la règle de conflit de lois .....	46
Section 1. La qualification .....	46
I. Le principe de la qualification <i>lege fori</i> .....	46
II. Les tempéraments à la qualification <i>lege fori</i> .....	48
Section 2. La question du caractère obligatoire de la règle de conflit de lois .....	50
I. La question du caractère obligatoire de la règle de conflit pour le juge .....	50
II. La question du caractère obligatoire de la règle de conflit de lois pour les parties .....	54
Section 3. Les difficultés de mise en œuvre de la règle de conflit de lois .....	56
I. Les difficultés de mise en œuvre d'ordre temporel .....	56
A. Le changement dans le temps de la règle de conflit de lois .....	56
B. L'évolution dans le temps de l'élément de rattachement .....	58
C. Les questions préalables .....	60
II. Les difficultés de mise en œuvre d'ordre spatial .....	62

Chapitre 3. La mise en œuvre de la loi étrangère .....	64
Section 1. Le régime de la loi étrangère .....	64
I. La preuve de la loi étrangère .....	64
A. La charge de la preuve de la loi étrangère .....	64
B. Les modes de preuve de la loi étrangère .....	66
II. L'interprétation de la loi étrangère .....	68
Section 2. Le conflit transitoire étranger .....	70
Section 3. Les problèmes de coordination .....	72
Chapitre 4. Les correctifs à la règle de conflit de lois .....	74
Section 1. L'exception de fraude .....	74
I. La fraude à la loi .....	74
II. Les notions voisines de la fraude à la loi .....	76
Section 2. L'exception d'ordre public .....	78
I. La notion d'ordre public international .....	78
A. La différence entre l'ordre public international et l'ordre public interne .....	78
B. Le contenu de l'ordre public international .....	80
1. Une notion fonctionnelle .....	80
2. L'évolution du contenu de la notion .....	82
II. La mise en œuvre de l'exception d'ordre public .....	84
A. Les différents mécanismes d'ordre public .....	84
B. L'appréciation <i>in concreto</i> .....	86
C. Les effets de l'exception d'ordre public .....	88
Section 3. Le renvoi .....	90
I. Les conflits de systèmes .....	90
II. La résolution des conflits de systèmes grâce au mécanisme du renvoi .....	92
A. Le mécanisme du renvoi .....	92
B. Les avantages du renvoi .....	94
III. La mise en œuvre du renvoi .....	96
Titre 2. Les méthodes concurrentes .....	98
Chapitre 1. La méthode directe .....	98
Section 1. Les lois de police .....	98
I. La notion de lois de police .....	98
A. Les caractéristiques des lois de police .....	98
B. L'identification des lois de police .....	100
1. Les lois de police nationales .....	100
2. Les lois de police européennes .....	102
II. La mise en œuvre des lois de police .....	104
A. La mise en œuvre des lois de police conditionnée par l'existence d'un rattachement .....	104
B. La mise en œuvre des lois de police limitée par le droit de l'Union européenne .....	106
C. La mise en œuvre des lois de police étrangères .....	108
Section 2. Les règles matérielles internationales .....	110
I. La notion de règles matérielles internationales .....	110
II. La mise en œuvre des règles matérielles internationales .....	112
Chapitre 2. La reconnaissance des situations créées à l'étranger .....	114
Section 1. L'assimilation de la situation étrangère déjà créée à la situation à naître .....	114
Section 2. La théorie des droits acquis .....	116
Section 3. La méthode de la reconnaissance des situations .....	118
I. Présentation de la méthode de la reconnaissance des situations .....	118
II. La méthode de la reconnaissance des situations en droit positif .....	120
III. Les questions soulevées par la méthode de la reconnaissance des situations .....	122
Conclusion. Le raisonnement du juge français pour résoudre le conflit de lois .....	124
Section 1. Les différentes étapes de raisonnement du juge .....	124
Section 2. L'articulation des sources .....	126

<b>Partie 2 : Le conflit de juridictions</b> .....	<b>129</b>
Titre 1. La compétence internationale du juge français.....	130
Chapitre 1. Les règles de compétence internationale directe .....	132
Section 1. Le juge français désigné par un critère objectif .....	132
I. Les règles de compétence de source interne.....	132
A. Les règles de compétence ordinaire .....	132
1. L'extension des critères de compétence territoriale interne .....	132
2. Les exceptions .....	134
B. Les règles de compétence privilégiée.....	136
1. Le domaine d'application des privilèges de juridiction .....	136
2. Les effets des privilèges de juridiction .....	138
II. Les règles de compétence internationale de source européenne .....	140
A. Le règlement 1215/2012 en matière civile et commerciale : Bruxelles I bis.....	142
B. Le règlement 2019/1111 en matière de désunion et de responsabilité parentale : Bruxelles II ter .....	144
C. Le règlement 2015/848 relatif aux procédures d'insolvabilité .....	146
D. Le règlement 4/2009 relatif aux obligations alimentaires .....	148
E. Le règlement 650/2012 relatif aux successions internationales .....	150
F. Le règlement 2016/1103 relatif aux régimes matrimoniaux et le règlement 2016/1104 relatif aux effets patrimoniaux des partenariats enregistrés.....	152
G. Les principales règles de compétence internationale de source européenne .....	154
Section 2. Le juge français désigné par la volonté des parties .....	156
I. L'admission de la prorogation volontaire de compétence en droit commun.....	156
II. L'admission de la prorogation volontaire de compétence en droit de l'Union européenne .....	158
A. La comparution volontaire du défendeur .....	158
B. Les clauses d'élection de for.....	158
III. Les effets de la clause attributive de juridiction .....	162
IV. La convention de La Haye du 30 juin 2005 .....	164
Section 3. Le cas particulier des mesures conservatoires et provisoires .....	166
Chapitre 2. Le régime de la compétence internationale .....	168
Section 1. L'exception de compétence .....	168
I. L'incompétence soulevée par le juge .....	168
II. L'incompétence soulevée par les parties.....	170
III. Les voies de recours contre la décision sur la compétence du juge français .....	170
Section 2. L'exception de litispendance .....	172
Section 3. L'exception de connexité .....	174
Titre 2. Le déroulement du procès en France.....	176
Chapitre 1. L'action en justice .....	176
Section 1. Les conditions tenant aux parties.....	176
I. Le droit d'agir en justice .....	176
II. L'exercice du droit d'agir en justice .....	178
Section 2. Les conditions tenant aux délais de prescription .....	180
Chapitre 2. La preuve .....	182
Chapitre 3. La notification internationale et la signification internationale .....	184
Titre 3. L'accueil des jugements étrangers en France .....	186
Chapitre 1. Les règles de droit commun .....	186
Section 1. Les différents effets pouvant être produits par un jugement étranger .....	186
Section 2. Le contrôle de la régularité de la décision étrangère .....	188
I. La reconnaissance .....	188
II. L' <i>exequatur</i> .....	190
III. Les points communs entre la reconnaissance et l' <i>exequatur</i> .....	192
A. L'objet du contrôle .....	192
1. Les conditions de régularité abandonnées .....	192
2. Les conditions de régularité de droit positif .....	194
B. L'office du juge et des parties .....	200

Chapitre 2. Les règles du droit de l'Union européenne .....	202
Section 1. La reconnaissance des jugements au sein de l'espace judiciaire européen .....	204
I. La reconnaissance de plein droit .....	204
II. Les procédures de contrôle en matière de reconnaissance .....	206
Section 2. L'exécution des jugements au sein de l'espace judiciaire européen .....	208
I. Les règlements généralistes .....	208
A. L'exécution de plein droit .....	208
B. Le contrôle <i>a priori</i> aux fins d'exécution .....	210
C. Le contrôle de régularité .....	212
II. Les règlements spécialisés .....	214
A. Le règlement portant création d'un titre exécutoire européen .....	214
B. Le règlement instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges .....	216
C. Le règlement instituant une procédure européenne d'injonction de payer .....	218
Section 3. Les conditions de régularité des jugements au sein de l'espace judiciaire européen .....	220
<b>Partie 3 : Le droit international privé spécial .....</b>	<b>223</b>
Titre 1. Le statut personnel .....	224
Chapitre préliminaire. Les facteurs de rattachement en matière de statut personnel .....	226
Chapitre 1. La personne physique .....	228
Section 1. L'existence des personnes physiques .....	228
Section 2. L'état des personnes physiques .....	228
I. Les éléments de l'état des personnes ne figurant pas dans le statut personnel .....	228
A. La nationalité .....	228
B. Le domicile .....	230
II. Le nom .....	232
A. La détermination du nom .....	232
B. La reconnaissance du nom .....	234
Section 3. La capacité des personnes physiques .....	236
I. L'état de capacité .....	236
II. La protection de l'incapable majeur .....	238
A. La compétence internationale du juge français .....	238
B. La loi applicable .....	240
C. L'accueil en France des décisions étrangères .....	242
Chapitre 2. Le couple .....	244
Section 1. Le mariage .....	244
I. La formation du mariage .....	244
A. Les conditions de fond .....	244
1. Le principe .....	244
2. Le mariage entre personnes de même sexe .....	248
B. Les conditions de forme .....	250
1. La célébration du mariage en France .....	250
2. La célébration du mariage à l'étranger .....	250
C. La sanction du non-respect des conditions de validité du mariage .....	252
II. Les effets du mariage .....	254
A. La détermination de la loi applicable .....	254
B. Le domaine de la loi applicable .....	254
III. Le relâchement ou la dissolution du lien matrimonial .....	258
A. La compétence du juge français .....	258
B. La loi applicable .....	260
1. L'article 309 du Code civil .....	260
2. Le règlement Rome III .....	262
3. L'effet en France des divorces intervenus à l'étranger .....	264
Section 2. Le partenariat civil enregistré .....	268
I. La formation du partenariat civil enregistré .....	268
A. La formation du partenariat civil enregistré en France .....	268
B. La formation du partenariat civil à l'étranger .....	270
II. Les effets du partenariat civil enregistré .....	270
III. Le règlement 2016/1104 relatif aux effets patrimoniaux du partenariat enregistré .....	272
Section 3. L'union libre .....	274

<b>Chapitre 3. La filiation</b> .....	<b>276</b>
Section 1. La filiation par le sang .....	276
I. L'établissement de la filiation par le sang .....	276
A. La règle de conflit de lois générale .....	276
B. Les règles de conflit de lois particulières .....	278
1. Les règles de conflit de lois particulières abrogées.....	278
2. Les règles de conflit de lois particulières de droit positif .....	280
II. Les effets de la filiation par le sang .....	284
Section 2. La filiation adoptive .....	286
I. L'articulation des sources .....	286
II. La phase administrative de l'adoption internationale .....	288
III. L'adoption internationale prononcée en France .....	290
IV. L'adoption prononcée à l'étranger .....	292
Section 3. La responsabilité parentale .....	294
I. La protection de la personne du mineur et de ses biens .....	296
A. La compétence du juge français .....	296
1. Le règlement Bruxelles II ter.....	296
2. Les conventions de La Haye .....	300
3. Le droit commun .....	302
B. La loi applicable .....	304
1. La convention de La Haye du 19 octobre 1996 .....	304
2. Le droit commun .....	306
C. L'accueil en France des décisions étrangères .....	308
II. La lutte contre le déplacement illicite d'enfants .....	310
<b>Chapitre 4. La preuve de l'état : les actes de l'état civil</b> .....	<b>312</b>
Section 1. Les actes de l'état civil français.....	312
Section 2. Les actes de l'état civil étrangers .....	314
<b>Chapitre 5. Les obligations alimentaires</b> .....	<b>316</b>
Section 1. La compétence du juge français .....	316
Section 2. La loi applicable .....	318
Section 3. L'accueil en France des décisions étrangères .....	320
<b>Titre 2. Les biens</b> .....	<b>322</b>
<b>Chapitre 1. Les biens corporels</b> .....	<b>322</b>
Section 1. La détermination de la loi applicable .....	322
Section 2. Le domaine de la loi applicable .....	324
I. Les droits réels principaux .....	324
II. Les droits réels accessoires .....	326
<b>Chapitre 2. Les biens incorporels</b> .....	<b>328</b>
Section 1. Les droits de créance .....	328
Section 2. Les droits de propriété littéraire et artistique .....	330
I. Les règles de source interne .....	330
II. Les règles de source conventionnelle .....	332
Section 3. Les droits de propriété industrielle .....	334
<b>Titre 3. Le droit patrimonial de la famille</b> .....	<b>336</b>
<b>Chapitre 1. Les régimes matrimoniaux</b> .....	<b>336</b>
Section 1. La loi applicable .....	336
I. La détermination de la loi applicable .....	336
A. La règle de conflit de source interne .....	336
1. Le choix exprès des époux .....	336
2. Le choix tacite des époux .....	338
B. La règle de conflit de source conventionnelle .....	340
C. Le règlement 2016/1103 du 24 juin 2016 .....	342
II. Le domaine de la loi applicable .....	344

Section 2. La mutabilité du régime matrimonial .....	346
I. Le changement de régime matrimonial .....	346
II. Le changement de loi entraînant un changement de régime matrimonial .....	346
A. Le changement de loi volontaire .....	346
1. Le changement de loi en application de la convention de La Haye de 1978 .....	346
2. Le changement de loi en application du règlement de n° 2016/1103 de 2016 .....	348
B. Le changement de loi automatique .....	350
Section 4. Le conflit de juridictions et les régimes matrimoniaux .....	352
<b>Chapitre 2. Les successions .....</b>	<b>354</b>
Section 1. Les règles de source interne .....	354
Section 2. Les règles de source européenne .....	356
I. La compétence du juge français .....	356
II. La loi applicable .....	358
A. La détermination de la loi successorale .....	358
1. Les règles de détermination de la loi successorale .....	358
2. Les correctifs .....	360
B. Le domaine de la loi successorale .....	364
1. La dévolution de la succession .....	364
2. La transmission et le partage de la succession .....	368
III. L'accueil en France des décisions étrangères .....	370
IV. Le certificat successoral européen .....	372
<b>Titre 4. Les obligations .....</b>	<b>374</b>
<b>Chapitre 1. Le tribunal compétent .....</b>	<b>374</b>
Section 1. La détermination conventionnelle du tribunal compétent .....	374
I. Le choix d'un tribunal arbitral .....	374
A. La notion d'arbitrage international .....	374
B. La licéité et la validité de la convention d'arbitrage .....	376
C. L'effet de la clause compromissoire .....	378
II. Le choix d'un tribunal étatique .....	380
A. L'articulation des sources .....	380
B. La clause attributive de juridiction devant le juge français .....	382
1. La licéité de la clause attributive de juridiction .....	382
2. La validité de la clause attributive de juridiction .....	384
3. L'effet de la clause attributive de juridiction .....	386
Section 2. La détermination objective de la compétence du juge français .....	388
I. Les règles de compétence internationale de source interne .....	388
II. Le règlement Bruxelles I bis .....	390
A. La compétence de principe .....	390
B. Les chefs de compétence complémentaire alternative ou dérivée .....	392
C. Les chefs de compétences exclusive .....	394
D. Les chefs dérogatoires de compétence destinés à protéger une partie faible .....	396
III. La convention de Lugano du 30 octobre 2007 .....	398
<b>Chapitre 2. La loi applicable .....</b>	<b>400</b>
Section 1. Les obligations contractuelles .....	400
I. La loi applicable à la forme du contrat .....	402
II. La loi applicable au fond du contrat .....	404
A. La détermination de la loi applicable .....	404
1. La solution jurisprudentielle .....	404
2. La convention de Rome et le règlement Rome I .....	406
B. Le domaine de la loi applicable .....	418
III. Les conventions internationales en matière contractuelle .....	420
Section 2. Les obligations extra-contractuelles .....	422
I. Les solutions jurisprudentielles .....	422
II. Le règlement Rome II .....	424
A. La détermination de la loi applicable .....	424
1. L'autonomie de la volonté .....	424
2. La désignation objective de la loi applicable .....	426
B. Le domaine de la loi applicable .....	428

III. Le droit conventionnel .....	430
Chapitre 3. L'accueil en France des décisions étrangères .....	432
Titre 5. Les entreprises .....	434
Chapitre 1. Les entreprises sous forme de société .....	434
Section 1. La compétence du juge français .....	434
Section 2. La loi applicable .....	436
I. La détermination de la <i>lex societatis</i> .....	436
II. Le domaine de la <i>lex societatis</i> .....	438
Section 3. L'établissement international des sociétés .....	440
I. Le transfert de l'établissement .....	440
A. La problématique.....	440
B. Les solutions du droit positif .....	442
II. La création d'un établissement secondaire.....	444
Section 4. Le groupe transnational de sociétés .....	446
Section 5. L'activité des sociétés étrangères en France .....	448
Chapitre 2. Les entreprises en difficulté .....	450
Section 1. Le traitement de la faillite internationale selon le règlement 2015/848 .....	452
I. La compétence du juge français .....	452
A. Le principe de l'unicité et de l'universalité de la faillite internationale .....	452
B. Les tempéraments .....	454
II. La loi applicable .....	456
III. L'accueil en France des décisions étrangères .....	458
Section 3. Le traitement de la faillite internationale selon les règles de droit commun.....	460
I. La compétence du juge français .....	460
II. La loi applicable .....	462
III. L'accueil en France des décisions étrangères .....	464
Index .....	467
Bibliographie .....	475
Table des tableaux .....	477